

1^{re} transformation

L'approvisionnement tendu des scieries landaises

L'Observatoire du métier de la scierie présente ses travaux réalisés au cœur du massif landais, en pleine recomposition, afin de comprendre et illustrer la problématique «approvisionnement».

Il faut «rentrer» dans le massif landais en suivant l'axe Bordeaux-Mimizan pour se rendre compte de la place qu'occupe le pin maritime. Selon les données Agreste 2015, la surface productive des landes est de 535.000 ha, auxquels il faut ajouter les quelque 500.000 ha de la Gironde toute proche.

Dans ce contexte, on pourrait se dire qu'il n'y a aucun problème pour alimenter l'industrie du bois régionale, tant il semble y avoir de la matière ligneuse.

Pourtant si ! Dans les landes de Gascogne, il existe plus qu'ailleurs en France un large tissu de transformateurs. Les principaux consommateurs de bois sont bien entendus les scieurs. Le chiffre de 25 scieries est avancé par la Fédération des industries du Bois de Nouvelle-Aquitaine (Fibna). Ce tissu est aussi composé de dérouleurs, d'industriels de la pâte à papier, de la bio-raffinerie et du panneau, sans parler des nouveaux entrants, animateurs de la chimie verte. A noter que la filière «bois-énergie» était peu présente mais que le démarrage de plusieurs projets CRE a changé la donne.

Autant d'acteurs qui semblaient vivre «en bonne harmonie» avant les tempêtes de



1999 et 2009 qui, rappelons-le, ont mis à terre en Aquitaine 27 millions de m³ pour Martin et plus de 40 millions de m³ pour Klaus. Sur place, on parle d'un tiers de la ressource à terre dans les Landes de Gascogne après le passage de Klaus. Il a fallu extraire les chablis, soit quatre à cinq années de récolte, en transformer une partie sur place et l'autre dans d'autres régions, voire à l'étranger.

Les scieries, après avoir aussi traversé la crise économique des années 2010, ont enfin retrouvé du bois frais à partir de

Une parcelle de pins maritimes à proximité de Mimizan, des arbres souvent tordus, redressés par le billonnage.

2014-15 et se sont crues tirées d'affaires. C'était sans compter sur le fait que l'excédent prélevé manquerait à l'appel des approvisionnements. Paul Lesbats, scieur à Léon et Saint-Perdon et président de la section exploitation forestière et sciage de la Fibna le confirme, «le million d'hectares des forêts landaises (Gascogne et Gironde) produisait huit millions de m³ (bois d'œuvre, bois d'industrie et bois-énergie confondus), à présent, ce sont seulement cinq, la différence entre la consommation industrielle et cette production provient de déstockage forestier».

Première incidence, les scieries ont dû baisser leur production volumétrique. La seconde, avec la concurrence exacerbée entre utilisateurs, elles assistent impuissantes à une montée exponentielle des prix d'achat depuis 2014 grevant par là-même la rentabilité des entreprises. Paul Lesbats, et afin de lever toute ambiguïté, précise «Les propriétaires privés, qui détiennent 95% de la surface forestière, ne sont pas du tout dans une rétention de bois, mais le massif donne seulement ce qu'il peut !»

Une solution pour améliorer l'approvisionnement des scieries landaises ?

L'approvisionnement extérieur par le bois scolyté du quart Nord-Est de la France peut être une solution à plusieurs titres, soulevant toutefois de nombreux questionnements :



- le premier : assurer un approvisionnement volumétrique de petits diamètres autour de 25 cm en direction des gros faiseurs de sciages destinés à la palette, ainsi que pour les industriels de la pâte à papier ;
- le deuxième, et peut-être le plus important aux points de vues technique et technologique, réinstaurer des circuits

du bois en fonction des types de transformation, afin de ne plus voir «partir» vers la trituration des bois de qualité sciage et surtout des gros diamètres susceptibles de donner de la charpente. Un contresens économique qui trouve sa source dans le manque de bois mobilisé. Du bois doit en permanence alimenter les chaînes de production. Des emplois en dépendent

Pilotage de la ligne de Canter chez Lesbats à Saint-Perdon.

immédiatement, mais aussi la préservation de la capacité à valoriser les bois futurs ;

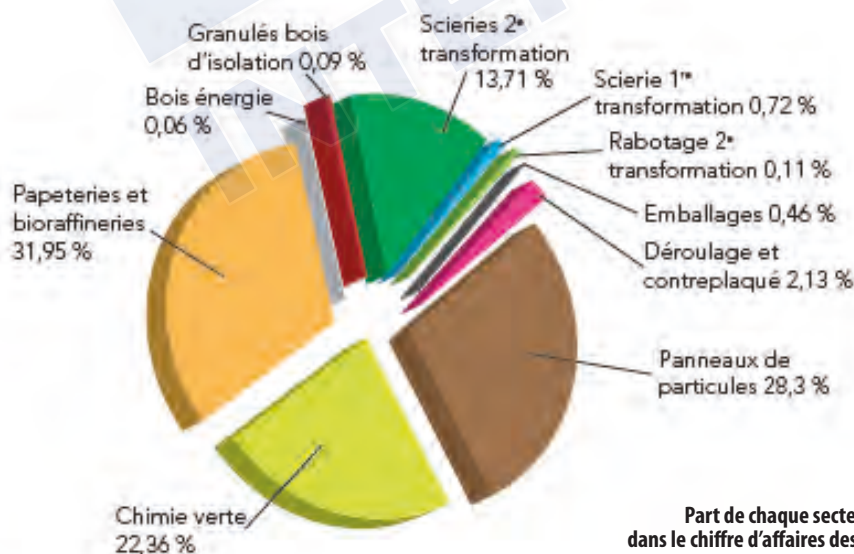
- le troisième : faire baisser la pression sur les prix d'achat de la matière. Il faut, en effet, déboursier autour de 50 euros du m³ sur pied selon la catégorie pour acquérir du pin maritime. Un prix auquel il faut ajouter l'abattage-extraction, 8 à 10 euros/m³, et le transport, 7 à 10 euros/m³, selon la distance. Une pression qui met à mal la trésorerie des entreprises, mais pas seulement puisque de nombreux projets d'investissements sont actuellement mis sous le boisseau dans l'attente de jours meilleurs. D'autant plus qu'il est admis aussi bien par les sylviculteurs que par les utilisateurs de produits ligneux qu'il faudra attendre encore six à huit ans pour retrouver de la matière issue des premières éclaircies des bois plantés après la tempête de 1999.

Cependant, dans le domaine du sciage, chefs d'entreprises et salariés interrogés ne voient pas d'un très bon œil le retour d'une matière infectée et dégradée qui fera chuter les rendements matières et perturbera le bon déroulement des processus de transformation. Encore moins les fabricants de lambris qui recherchent des belles qualités. Surtout lorsque l'on sait que dans les landes «le sciage de bois frais» (quelques jours après l'abattage) en billons de 2 m le plus souvent est culturel. Aussi bien pour «redresser les bois tordus» que pour éviter que la matière ne bleuisse (1).

L'occasion de réfléchir au type de sylviculture à venir

Il ne faudrait cependant pas que la pénurie actuelle entraîne demain des coupes irraisonnées sous prétexte que l'industrie du bois en réclame à tout prix.

Paul Lesbats (2) souligne ce point important : «A l'avenir, en effet, il faudra réfléchir avec les sylviculteurs, les exploitants et les



Part de chaque secteur d'activité dans le chiffre d'affaires des entreprises de première transformation du bois en 2012.

(source : Conseil général des Landes)



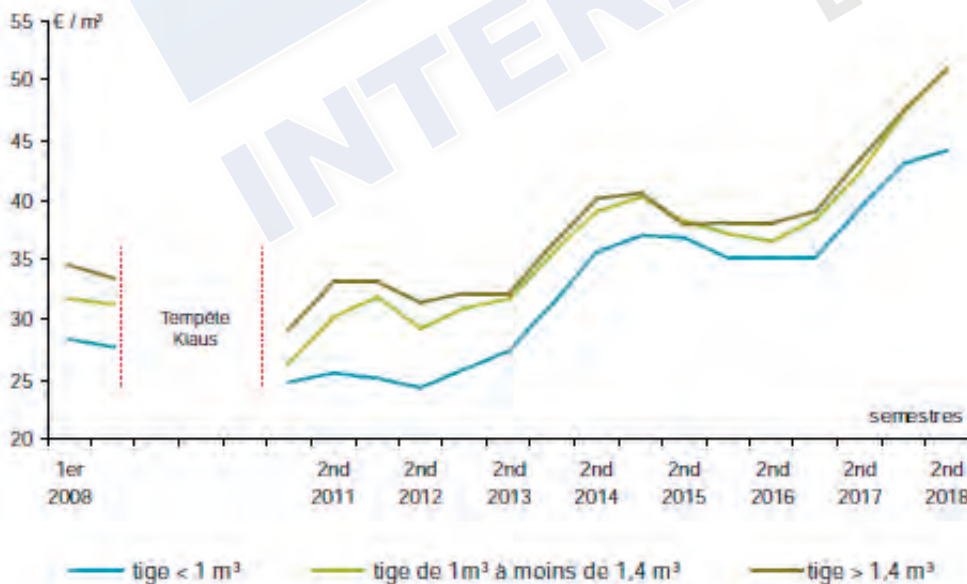
gestionnaires à la longueur du cycle sylvoicole pour le pin maritime : court, moyen ou long ? Le court, 25-35 ans, cloisonne en direction du bois d'industrie et du bois d'emballage. Il se révèle le plus dangereux car le bois n'est pas assez mûr. Les arbres seraient abattus avant leur cycle fort de croissance. Le moyen, 40-45 ans, semble le

plus adapté, sans pour autant effacer le cycle long, au-delà de 45 ans qui donne des gros bois de bonne facture pour la charpente. Dans cette catégorie, un véritable potentiel existe, mais ces gros bois se trouvent dans des endroits « interdits », c'est-à-dire sanctuarisés sur le littoral ou tout simplement oubliés par leur propriétaires.»

Du bois massif abouté en pin des landes produit chez Lesbats à Saint-Perdon

Le dirigeant landais a aussi avancé lors du séminaire (3) «Scierie 2025» «Qu'il serait intéressant d'explorer dans les landes la piste des contrats d'approvisionnement, comme cela se pratique avec l'ONF dans le domaine des forêts publiques. Une manière de sécuriser l'approvisionnement de nos scieries.»

Maurice Chalayer



Évolution moyenne des prix du pin maritime par semestre de 2008 à 2019 (source : Agreste Nouvelle-Aquitaine)

(1) Il existe plusieurs genres de champignons, les plus connus sont les genres *Ophiostoma* (*Ceratocystis*), *Aureobasidium* et *Dothichiza* (*Sclerophoma*). Le bleuissement du bois touche davantage l'aubier que le duramen du fait de la présence plus importante de substances nutritives. (Source : www.fcba.fr)

(2) Groupe pesant 28 millions d'euros de chiffre d'affaires, 3 sites : 2 scieries et 1 raboterie, 200.000 m³ de bois brut en billons, 110 salariés et 100.000 m³ de sciages, dont 1/3 bois de décoration, 1/3 bois de construction et 1/3 en bois d'emballage.

(3) Un séminaire organisé par Fabrice Gauthier, «Affûtage mimizannais», et la Fibna qui a rassemblé plus de 35 personnes, propriétaires forestiers, gestionnaires, Draaf, scieurs, fabricants de matériels, interprofession, chambre consulaire, formateurs afin de réfléchir à l'avenir des scieries et surtout à la possibilité de reprendre quelque 2 millions de m³ de sciage perdus pendant la crise de 2008 à 2018.